

A Ecully, le maire veut « défendre l'identité » de sa commune contre un foyer de jeunes migrants

Accusé de durcir son discours, Sébastien Michel (LR) dénonce le « mépris » de la métropole. L'écologiste Bruno Bernard défend un projet qualitatif et économique face à l'afflux massif de migrants primo-arrivants.

Par Richard Schittly (Lyon, correspondant)

Publié le 19 octobre 2024 à 11h00, modifié le 19 octobre 2024 à 12h47 - Lecture 2 min.

Article réservé aux abonnés



Lors d'une évacuation du camp de migrants de Grande-Synthe (Nord), en septembre 2019. FRANCOIS LO PRESTI/AFP

Jusqu'à présent considéré comme une figure montante de la droite régionale, promoteur de thématiques sociales et écologiques, Sébastien Michel, maire (Les Républicains, LR) d'Ecully, aurait-il subitement viré de bord ? L' élu s'oppose farouchement à l'implantation d'un foyer pour jeunes migrants primo-arrivants, prévue par la métropole de Lyon sur le territoire de sa commune cossue, dans l'ouest de la région lyonnaise.

« Le sujet de l'hébergement d'urgence est (...) d'une infinie complexité », écrit l'édile dans un courrier à ses administrés, le 2 octobre, expliquant qu'il veut « empêcher ce projet de se concrétiser ». Avant d'ajouter : « Vous pouvez compter sur moi pour ne rien lâcher et continuer, chaque jour, à défendre l'identité d'Ecully et à tout mettre en œuvre pour vous protéger. » Les termes ont choqué Bruno Bernard, le président (Les Écologistes) de la métropole de Lyon. « Parler d'identité et agiter l'idée d'un danger, ça devient problématique, c'est souffler sur les braises », réagit ce dernier.

Le site choisi est une ancienne école d'ingénieurs, rachetée en 2021 par la métropole pour en faire un foyer de soixante-dix places, qui a déjà servi à l'accueil de réfugiés ukrainiens – dont la mairie ne s'était pas plainte. Après le départ de ces derniers, la métropole souhaite utiliser ces locaux pour assurer l'évaluation de la minorité des primo-arrivants, principalement en provenance d'Afrique subsaharienne. Cette période d'évaluation dure de cinq à dix jours, à l'issue desquels une décision est prise.

Soit le jeune migrant est déclaré mineur, et il est pris en charge par la collectivité dans le cadre de l'aide aux mineurs non accompagnés, ce qui représente le tiers des cas. Soit il est considéré comme majeur, et repasse sous la compétence de l'Etat, pour une demande d'asile ou un refus d'accès au territoire. Cette mission sociale, dévolue aux départements ou aux métropoles, a littéralement explosé à Lyon, passant, en trois ans, de 1 200 à 3 000 cas d'évaluation de primo-arrivants. Les trois foyers existants sont saturés, et la note des hôtels nécessaires à leur accueil a grimpé à 6 millions d'euros en 2023.

« Une grande brutalité »

« Le site d'Ecully nous permet à la fois d'économiser des millions d'euros et d'effectuer notre mission dans des conditions correctes », résume Bruno Bernard. Le président de la métropole reproche au maire d'avoir refusé un précédent projet, et d'avoir volontairement laissé traîner la mise en œuvre de cette structure. « Je serais curieux de savoir ce qu'il ferait s'il présidait la métropole. Il sortirait du cadre légal ? », interroge l'élus écologiste – Sébastien Michel vient de se positionner dans la primaire des candidats de droite pour les prochaines échéances métropolitaines, prévues en 2026. Le maire d'Ecully affirme avoir été prévenu durant l'été, alors que le projet était déjà entériné. « Comme toujours, la métropole impose sa vision sans consulter les maires. C'est d'une grande brutalité, sans aucune discussion possible, on ne peut rien négocier. Les communes deviennent des variables d'ajustement », déclare au Monde Sébastien Michel.

Le Monde | Ateliers

Cours en ligne, cours du soir, ateliers : développez vos compétences

Découvrir →

Ancien membre du cabinet de Laurent Wauquiez à la région, Sébastien Michel défend sa politique sociale, marquée par le seuil de 30 % de logements sociaux dans sa commune et par la semaine des 36 heures pour les agents municipaux – tout en vantant ses relations avec le ministre de l'intérieur, Bruno Retailleau, et l'ancienne tête de liste LR aux élections européennes, François-Xavier Bellamy. L'élus réfute toute radicalisation de son discours. « J'ai commencé mon parcours en m'opposant, en 1998, à l'accord régional entre Charles Millon et le Front national, toute ma vie j'ai combattu l'extrême droite, et je continue », assure Sébastien Michel.

Lire aussi |  [Bruno Retailleau cible les associations d'aide aux migrants](#)



En attendant, les responsables de l'association Forum réfugiés, qui a pour mission d'encadrer les séjours d'évaluation à Ecully, ont rencontré les riverains, mercredi 16 octobre. « Ces séjours n'ont jamais provoqué le moindre problème. C'est un lieu de répit qui détermine la vie de ces jeunes gens. Ils n'ont pas envie de faire des bêtises, ni aucun intérêt à le faire. Nous devons partager les connaissances pour éviter toutes les idées reçues, l'enjeu humain est tellement important », confie au Monde Sylvie Guillaume, ancienne députée européenne (Parti socialiste) qui vient de prendre la présidence de

Forum réfugiés.

Richard Schittly (Lyon, correspondant)

Le Monde Ateliers

Découvrir

Cours du soir

Comment regarder les impressionnistes ?

Festival Chaleur humaine

Comment réussir la transition écologique ?

Cours en ligne

De l'animation d'une réunion à la préparation d'un discours, apprendre à parler en public

Voir plus